

Cahier des clauses particulières

2025 – ENFIP Toulouse – Navettes

Transport quotidien de stagiaires pour l'École nationale des Finances publiques de Toulouse



Date et heure limites de remise des offres : **Mardi 5 août 2025 à 12:00**

Marché à procédure formalisée

Marché public passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles
L. 2124-1, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique

Table des matières

1. Dispositions générales.....	3
1.1. Présentation.....	3
1.2. Objet du marché.....	3
1.3. Lieu d'exécution de la prestation.....	3
1.4. Procédure de passation.....	3
1.5. Forme du marché.....	3
1.6. Allotissement.....	4
1.7. Durée du marché et reconductions.....	4
1.8. Visite du site.....	4
2. Clause environnementale.....	5
2.1. Véhicules utilisés et conduite.....	5
2.2. Bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES).....	5
2.3. Labellisation relations fournisseurs et achats responsables (RFAR).....	5
3. Pièces contractuelles du marché.....	6
4. Assurance.....	6
5. Description des prestations.....	6
5.1. Généralités.....	6
5.2. Description sommaire de la prestation.....	6
5.3. Description détaillée du trajet et des horaires.....	7
a) D'août à mi-mai.....	7
b) De mi-mai à fin juillet.....	8
6. Responsabilité du titulaire.....	9
7. Sous-traitance.....	9
8. Groupements d'opérateurs économiques.....	9
9. Modalités d'exécution.....	10
9.1. Bons de commande.....	10
9.2. Ordres de service.....	10
a) Ordres de service prévisionnels.....	10
b) Ordres de service définitifs.....	10
c) Prestations diverses.....	10
10. Conditions financières.....	11
10.1. Forme et caractère des prix.....	11
10.2. Contenu des prix.....	11
10.3. Modalités de révision des prix.....	11
10.4. Clauses diverses.....	11
10.5. Clause de sauvegarde.....	11
11. Modalités de règlement.....	12
11.1. Avance.....	12
11.2. Paiement des prestations.....	12
11.3. Délai global de paiement.....	12
11.4. Intérêts moratoires et indemnités forfaitaires pour frais de recouvrement.....	13
12. Cession ou nantissement de créances.....	13
13. Opérations de vérification.....	13
14. Pénalités.....	14
15. Réfaction en cas de mauvaise exécution.....	14
16. Inexécution des prestations.....	14
17. Résiliation.....	15
18. Règlement amiable des différends intégrant le recours à la médiation interne.....	15
19. Droit applicable.....	16
20. Dérogations au CCAG - Fournitures Courantes et Services.....	16

1. Dispositions générales

1.1. Présentation

L'École nationale des Finances publiques (ENFiP) est un service à compétence nationale rattachée au Ministère de l'Économie et des Finances.

Elle a pour mission de conduire les actions de recrutement, de formation professionnelle initiale et de formation continue pour le compte de la Direction générale des Finances publiques (DGFIP).

1.2. Objet du marché

Le présent marché a pour objet le transport collectif quotidien par bus (navette journalière) de stagiaires de l'École nationale des Finances publiques – Établissement de Toulouse, situé 100 chemin du Commandant Joël Le Goff - 31100 Toulouse.

Les modalités d'exécution sont décrites ci-dessous.

1.3. Lieu d'exécution de la prestation

École nationale des Finances publiques
100 Chemin du Commandant Joël Le Goff
31100 Toulouse

1.4. Procédure de passation

Le marché est passé selon la procédure formalisée.

Le marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles L. 2124-1, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

La consultation comporte une seule phase de réception des candidatures et des offres, qui pourra être suivie d'une phase de négociation.

1.5. Forme du marché

Le présent marché est un marché mono-attributaire, conclu avec seulement un maximum fixé à 180 000 € HT sur la durée totale du marché (reconductions comprises).

Le marché s'exécute par l'émission de bons de commande.

Les bons de commande s'exécuteront au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, conformément aux dispositions de l'article R. 2162-2 alinéa 2 et des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Il est conclu à prix unitaires selon les stipulations du bordereau des prix unitaires.

1.6. Allotissement

En application de l'article L. 2113-11 du Code de la commande publique, ce marché n'est pas alloti car la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

1.7. Durée du marché et reconductions

Le marché public est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter du 01/09/2025.

Il pourra être reconduit de manière tacite, par période de 12 mois, trois fois maximum. La durée totale du marché ne pourra excéder 48 mois (périodes de reconductions comprises).

La date de fin maximale est fixée au 31/08/2029.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

En cas de non-reconduction, le titulaire en est informé trois mois avant la date de fin de la période d'exécution du marché.

1.8. Visite du site

La visite des lieux est facultative. Toutefois, afin de se rendre compte des conditions d'exécution de la prestation, les candidats sont vivement invités à effectuer une visite du site avant la remise de leur offre.

Pour cette visite sur le site de ENFiP – Établissement de Toulouse, un rendez-vous sera pris avec :

Nom	Fonction	Contact
Bastien Ginières	Service ressources budgétaires et logistique	bastien.ginieres@dgfip.finances.gouv.fr Tél : 05 61 15 85 15
Sophie Arnal	Service ressources budgétaires et logistique	sophie.arnal@dgfip.finances.gouv.fr Tél : 05 61 15 85 00

2. Clause environnementale

L'exécution du présent marché s'inscrira dans une démarche respectueuse de l'environnement.

2.1. Véhicules utilisés et conduite

Les véhicules utilisés dans le cadre de la prestation seront conformes à la réglementation en vigueur et devront être les moins polluants possibles.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à former à l'éco-conduite les personnels de la société effectuant les prestations de transports des stagiaires de l'ENFiP.

2.2. Bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES)

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, l'acheteur vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il soit assujéti aux dispositions de l'article L. 229-25 du Code de l'environnement, est à jour de ses obligations de publication du BEGES et du plan de transition.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'État, les ministères économiques et financiers (MEF) engagés depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, encouragent les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions l'article L. 229-25 du Code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition, et à les communiquer à la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du Code de l'environnement précité¹.

2.3. Labellisation relations fournisseurs et achats responsables (RFAR)

Les ministères économiques et financiers ont obtenu la labellisation relations fournisseurs et achats responsables (RFAR) en décembre 2023. Ce label distingue les entreprises ou entités publiques françaises ayant fait la preuve de relations durables et équilibrées avec leurs fournisseurs.

L'aboutissement de cette démarche repose sur l'implication et la participation entière de tous.

Il est donc attendu des fournisseurs qu'ils s'inscrivent dans une démarche d'amélioration continue en matière d'innovation et de performance des produits et services au service de la responsabilité sociale et environnementale.

¹Conformément à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre, publié au journal officiel de la république française n°0029 du 4 février 2016.

3. Pièces contractuelles du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS du 30 mars 2021, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement et son annexe financière (bordereau des prix unitaires)
- les bons de commande établis en cours d'exécution du marché
- le cahier des clauses particulières (CCP)
- le plan des trajets
- le cahier des clauses administratives générales des marchés de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) du 30 mars 2021
- le mémoire technique, les réponses aux questions et les pièces supplémentaires présentées par le titulaire
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché public, elles prévalent dans l'ordre de priorité défini ci-dessus.

4. Assurance

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et co-traitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

5. Description des prestations

5.1. Généralités

L'ensemble des opérations est placé sous l'autorité de la personne publique dont l'identité sera communiquée au titulaire.

De son côté, le titulaire devra désigner parmi son personnel un responsable auprès de cette personne publique.

D'une manière générale, le présent marché porte sur la mise à disposition de un à trois bus avec chauffeur afin d'assurer le transport selon les modalités qui suivent.

5.2. Description sommaire de la prestation

Un mode de transport spécifique est mis en place à l'intention des stagiaires de l'ENFiP Toulouse.

Ils ont la possibilité d'emprunter une navette journalière, de un à trois bus avec chauffeur, qui assure le trajet du matin entre la station de métro « Arènes » et l'École ainsi que le retour en fin d'après-midi.

5.3. Description détaillée du trajet et des horaires

a) D'août à mi-mai

Le trajet du matin va de l'arrêt Tisséo « Barrière de Lombez » (58 Bd Gabriel KOENIGS) jusqu'à l'École, située au 100 Chemin du Commandant Joël Le Goff - 31100 Toulouse, avec un point de stationnement le long du parcours à la hauteur de l'hippodrome de la Cépière :

1. Mise en place tous les jours de la semaine (du lundi au vendredi) à 8h30, au 58 Bd Gabriel KOENIGS (arrêt Tisséo « Barrière de Lombez »)
2. Départ effectif tous les jours de la semaine (du lundi au vendredi) à 8h35
3. Passage tous les jours de la semaine (du lundi au vendredi) à 8h45, au 1 avenue de Lardenne à l'arrêt Tisséo « Hippodrome »
4. Direction ensuite l'École, située au 100 Chemin du Commandant Joël Le Goff - 31100 Toulouse, en empruntant l'avenue de Lombez pour une arrivée en principe avant 9h00 tous les jours de la semaine (du lundi au vendredi) ;

Le trajet de l'après-midi s'effectue en sens inverse avec un point de stationnement le long du parcours à la hauteur de l'hippodrome de la Cépière :

1. Mise en place dans l'École en face de l'accueil (bâtiment A) vers 16h30 du lundi au jeudi et vers 12h00 le vendredi
2. Départ effectif à 16h40 du lundi au jeudi et à 12h10 le vendredi
3. Dépose vers 16h55 du lundi au jeudi et vers 12h25 le vendredi à l'arrêt Tisséo « Hippodrome »
4. Direction ensuite l'arrêt Tisséo « Barrière de Lombez » (58 Bd Gabriel KOENIGS) pour une arrivée en principe vers 17h05 du lundi au jeudi et vers 12h35 le vendredi

Il pourra être demandé par l'ENFiP, pour ce trajet retour, une navette supplémentaire le vendredi en fin de journée à 16h10 ou aux mêmes horaires que les autres jours de la semaine (du lundi au vendredi).

Cette demande fera l'objet d'un ordre de service, le cas échéant.

b) De mi-mai à fin juillet

Le trajet du matin va de l'arrêt Tisséo « Barrière de Lombez » (58 Bd Gabriel KOENIGS) jusqu'à l'École, située au 100 Chemin du Commandant Joël Le Goff - 31100 Toulouse, avec un point de stationnement le long du parcours à la hauteur de l'hippodrome de la Cépière :

1. Mise en place tous les jours de la semaine (du lundi au vendredi) à 8h30, au 58 Bd Gabriel KOENIGS (arrêt Tisséo « Barrière de Lombez »)
2. Départ effectif tous les jours de la semaine (du lundi au vendredi) à 8h35
3. Passage tous les jours de la semaine (du lundi au vendredi) à 8h45, au 1 avenue de Lardenne à l'arrêt Tisséo « Hippodrome »
4. Direction ensuite l'École, située au 100 Chemin du Commandant Joël Le Goff - 31100 Toulouse, en empruntant l'avenue de Lombez pour une arrivée en principe avant 9h00 tous les jours de la semaine (du lundi au vendredi) ;

Le trajet de l'après-midi s'effectue en sens inverse avec un point de stationnement le long du parcours à la hauteur de l'hippodrome de la Cépière :

1. Mise en place dans l'École en face de l'accueil (bâtiment A) vers 16h50 du lundi au jeudi et vers 12h00 le vendredi
2. Départ effectif à 17h00 du lundi au jeudi et à 12h10 le vendredi
3. Dépose vers 17h20 du lundi au jeudi et vers 12h25 le vendredi à l'arrêt Tisséo « Hippodrome »
4. Direction ensuite l'arrêt Tisséo « Barrière de Lombez » (58 Bd Gabriel KOENIGS) pour une arrivée en principe vers 17h35 du lundi au jeudi et vers 12h35 le vendredi

Il pourra être demandé par l'ENFiP, pour ce trajet retour, une navette supplémentaire le vendredi en fin de journée à 16h10 ou aux mêmes horaires que les autres jours de la semaine (du lundi au vendredi).

Cette demande fera l'objet d'un ordre de service, le cas échéant.

6. Responsabilité du titulaire

Le titulaire respecte les itinéraires, les horaires et les arrêts. Il déclare être parfaitement informé, ainsi que son personnel, du trajet à assurer et de la configuration du site.

En conséquence, il ne pourra arguer ni d'erreurs ou d'omissions au présent marché, ni de la configuration du site pour ne pas assurer sa prestation, partiellement ou en totalité, dans le cadre défini par le présent cahier des clauses particulières.

Le titulaire est responsable de la conformité et du parfait état des véhicules.

Ceux-ci doivent répondre à toutes les normes routières en matière de circulation et de sécurité des personnes transportées. Notamment, les bus mis à disposition doivent être impérativement munis de ceintures de sécurité.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre des véhicules conformes au nombre de personnes à transporter et permettre l'accessibilité des personnes à mobilité réduite.

Ces véhicules sont conduits par un personnel habilité, ayant reçu une formation adaptée et dont le titulaire peut justifier de la mise à jour régulière des permis de conduire (validité, visite médicale...).

Le titulaire doit respecter les obligations de la législation sociale applicable aux transports, notamment en matière de temps de conduite, de repos ainsi que d'équipement des véhicules en appareils de contrôle.

Chaque conducteur doit être équipé de moyens de communication afin de prévenir l'ENFiP Toulouse en cas de retard important (de l'ordre de 30 minutes).

7. Sous-traitance

La sous-traitance est régie par les articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique.

La non présentation d'un sous-traitant à la DGFIP entraîne l'application de la pénalité mentionnée à l'article 14 du présent document.

Le contrat de sous-traitance peut être demandé par l'ENFiP, dans les conditions prévues à l'article 3.6.3 CCAG-FCS.

Si le titulaire déclare un ou des sous-traitant(s) durant l'exécution du marché public, il précise à l'ENFiP leurs capacités professionnelles et financières, et adresse à l'ENFiP, le ou les formulaires de déclaration de sous-traitance (DC4), accompagnés des pièces justificatives prévues à cet effet.

Le titulaire ne peut déléguer sa responsabilité à un ou plusieurs de ses sous-traitants éventuels.

8. Groupeements d'opérateurs économiques

Pour la bonne exécution du marché, le groupement attributaire du marché devra prendre la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

9. Modalités d'exécution

9.1. Bons de commande

Un bon de commande annuel est adressé au titulaire en début de période pour le montant estimatif des besoins qu'il aura à couvrir, du mois de septembre N au mois d'août N+1.

Les bons de commande pourront être émis pendant toute la durée du marché et s'exécuter après la date de fin du marché, sans toutefois s'étendre au-delà d'un mois après cette date.

9.2. Ordres de service

L'exécution des bons de commande s'effectue par l'émission d'ordres de service successifs.

Les ordres de services transmis engagent l'ENFiP, hormis en cas de circonstances exceptionnelles, notamment de mouvements sociaux ou d'intempéries graves.

a) Ordres de service prévisionnels

Chaque jeudi de la semaine qui précède celle de la prestation de transport, un ordre de service prévisionnel, précisant le nombre de personnes à transporter le matin du premier jour ouvré de la semaine à venir, est adressé par l'ENFiP au prestataire à l'adresse électronique qu'il aura préalablement communiquée.

Cette prévision permet au prestataire d'anticiper le nombre et la taille des bus ainsi que les chauffeurs qui doivent être mis à disposition afin d'assurer le transport de la semaine suivante.

b) Ordres de service définitifs

Le premier jour ouvré de la semaine de prestation, le tableau entièrement renseigné, précisant le nombre de personnes à transporter matin et après-midi pour tous les jours de la semaine (du lundi au vendredi), est adressé avant 12h00 au prestataire par l'ENFiP.

Cette information complète permet au prestataire d'anticiper le nombre et la taille des bus, ainsi que les chauffeurs qui doivent être mis à disposition afin d'assurer le transport sur toute la semaine.

c) Prestations diverses

En dehors de la prestation régulière de navette entre la station de métro « Arènes » et l'École, d'autres transports ponctuels pourraient être confiés au titulaire du présent marché sur la base de devis et bons de commande spécifiques.

10. Conditions financières

10.1. Forme et caractère des prix

Le marché est passé à prix unitaires et révisables.

10.2. Contenu des prix

Les prix indiqués dans l'acte d'engagement comprennent la totalité des prestations décrites ci-dessus à l'article 5, ainsi que toutes les dépenses résultant de leur exécution (frais généraux, impôts, taxes notamment).

10.3. Modalités de révision des prix

Les prix sont invariables la première année. Ils sont ensuite révisables sur une base annuelle, au 1er septembre de chaque année d'exécution, par application de la formule suivante :

$$P_n = P_o (0,20 + 0,80 \times \text{ICTrev-TS}_n / \text{ICTrev-Tso})$$

- P_n = prix révisé pour l'année n à la date anniversaire
- P_o = prix indiqué dans le bordereau de prix du marché et réputé établi sur la base des conditions économiques à la date limite de remise des offres.

ICTrev-Tso et ICTrev-TSn sont les valeurs, respectivement au mois d'août 2025 et au mois d'août n , de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges, dans le secteur Transport et entreposage (Identifiant INSEE : 001565190).

10.4. Clauses diverses

Lorsque la valeur définitive des index n'est pas connue au moment du mandatement, le pouvoir adjudicateur procède au règlement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction des derniers indices connus.

Le pouvoir adjudicateur procède à la révision définitive dès que les index sont publiés.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

10.5. Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité pour le titulaire, la partie non exécutée du marché, dans le cas où l'ajustement des prix conduirait à une augmentation supérieure à 3 % (trois pour cent) d'une période à l'autre.

11. Modalités de règlement

11.1. Avance

Conformément à l'article R. 2191-3 du Code de la commande publique, une avance peut être accordée au titulaire si le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et que le délai d'exécution s'étend au-delà de deux mois.

Le taux applicable est de 5 %. Ce pourcentage de l'avance est porté à 30 % si le titulaire du marché public est une petite ou moyenne entreprise.

Les modalités de calcul de l'avance sont les suivantes :

- Si la période sur laquelle est calculée l'avance est inférieure ou égale à 12 mois :
Montant de l'avance = Taux applicable × Montant TTC de la période considérée
- Si la période sur laquelle est calculée l'avance est supérieure à 12 mois :
Montant de l'avance = (Taux applicable × Montant TTC de la période considérée × 12) / Durée de la période considérée exprimée en mois

Le remboursement de l'avance est effectué dans les conditions de l'article R. 2191-11 du Code de la commande publique. La récupération de l'avance s'effectue dès que l'exécution atteint 65 % du montant du marché, à hauteur de l'acompte présenté, sans proratisation.

11.2. Paiement des prestations

Les prestations du marché sont réglées mensuellement à terme échu.

Au début de chaque mois, le titulaire établit une facture correspondant au volume des prestations exécutées le mois précédent.

En application de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire transmet ses factures par voie électronique via le portail Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Outre les mentions légales, les factures indiqueront :

- le numéro d'engagement juridique (EJ) du bon de commande
- la référence code du service exécutant : FAC9470075.

11.3. Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché sont payées conformément aux dispositions des articles R. 2192-10 et suivants du Code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalente.

11.4. Intérêts moratoires et indemnités forfaitaires pour frais de recouvrement

En application des articles L. 2192-12 à L. 2192-14 et R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le titulaire ou le sous-traitant payé directement, a droit, sans qu'il ait à les demander :

- au versement des intérêts moratoires à partir du jour suivant l'expiration dudit délai jusqu'à la date incluse du règlement de la somme due ;
- au versement de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 € (article D. 2192-35 du Code de la commande publique).

Lorsque le dépassement du délai n'est pas imputable à la personne publique contractante ou au comptable de l'État, les intérêts moratoires ne sont pas dus.

12. Cession ou nantissement de créances

Le titulaire et/ou le(s) sous-traitant(s) bénéficiant du paiement direct, peuvent nantir ou céder les créances résultant du présent marché public conformément aux articles L. 2191-8 et R. 2191-45 à R. 2191-63 du Code de la commande publique.

13. Opérations de vérification

Les vérifications et les contrôles prennent la forme d'une constatation visuelle, sur place, de l'exécution des prestations.

Les vérifications peuvent porter, sur le respect :

- de l'horaire de départ ;
- des éventuels arrêts du trajet ;
- de l'horaire d'arrivée ;
- de la capacité et de la propreté des véhicules ;
- de la présence :
 - de la trousse de secours et de l'extincteur ;
 - d'un moyen de communication permettant au chauffeur de signaler toute anomalie et/ou retard auprès de la société et du représentant désigné par l'administration.

14. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, le titulaire encourt, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable, une pénalité de :

<i>Motif</i>	<i>Montant de la pénalité</i>
Pénalité en cas de retard de plus de 30 minutes au point de départ de l'itinéraire.	70 €
Pénalité en cas d'interruption de la prestation supérieure à 30 minutes suite à une panne du véhicule ou toute autre cause imputable au prestataire.	70 €
Pénalité pour travail dissimulé, si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé, par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié.	10% du montant TTC du marché. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.
Pénalité en cas de non présentation d'un sous-traitant, si le titulaire ne déclare pas son (ses) sous-traitant(s) auprès du pouvoir adjudicateur.	Pénalités directement déductibles du montant de la facture mensuelle qui suivra le constat de ces défauts de prestation et cumulables sur une même journée.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS du 30 mars 2021, toutes les pénalités sont dues.

15. Réfaction en cas de mauvaise exécution

En cas de qualité insuffisante des prestations définies dans le CCP, une réfaction d'un pourcentage variable en fonction de la gravité des insuffisances constatées est appliquée.

Le montant de la réfaction ne peut toutefois excéder 25 % du montant TTC de la commande.

16. Inexécution des prestations

En cas d'inexécution totale ou partielle des prestations régulièrement commandées, l'ENFiP se réserve la possibilité de la faire exécuter, après mise en demeure assortie d'un délai d'exécution et non suivie d'effet, par un tiers aux frais et risques du titulaire.

Une exécution incomplète est assimilée à la non-exécution, sauf si le titulaire peut justifier de raisons extérieures à son entreprise qui s'opposent à la bonne et entière exécution des prestations.

Continuité de la prestation :

En cas d'arrêt du travail de son personnel (faits de grève...), le titulaire du marché sera tenu d'assurer la continuité de la prestation.

En cas d'impossibilité pour le titulaire d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du marché, le pouvoir adjudicateur y pourvoira par tous les moyens qu'il juge, aux frais et risques de l'entreprise.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par le pouvoir adjudicateur par tous moyens de droit.

Leur montant pourra être retenu sur les factures restant dues.

17. Résiliation

Conformément aux articles L. 6, R. 2191-30, R. 2191-31, L. 2195-3 du Code de la commande publique, le marché peut être résilié aux torts du titulaire pour des manquements aux obligations administratives et faute du titulaire dans le cadre de l'exécution des prestations.

18. Règlement amiable des différends intégrant le recours à la médiation interne

La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Les ministères économiques et financiers s'engagent à en accuser réception dans les quinze (15) jours ouvrés.

Le pouvoir adjudicateur dispose du délai prescrit par l'article 46 du CCAG-FCS pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

Le correspondant identifié pour traiter ce type de demande est l'acheteur en charge du suivi d'exécution : sandra-jeanne.lara-golliot@dgfip.finances.gouv.fr.

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante : mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr.

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>.

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du Code de la commande publique.

Les parties pourront néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux.

19. Droit applicable

Le présent marché est régi par la loi française.

En cas de litige, le droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents.

Avant la saisie de la juridiction compétente, les parties s'engagent à œuvrer, conjointement et de bonne foi, à la résolution amiable de leur différend.

La juridiction compétente en cas de contentieux est le tribunal administratif de Montreuil, conformément à l'article R. 312-11 du Code de Justice administrative :

Tribunal administratif de Montreuil
7 rue Catherine Puig
93100 Montreuil-sous-Bois
E-mail: greffe.ta-montreuil@juradm.fr
Téléphone: 01 49 20 20 00 / Fax: 01 49 20 20 99
Adresse internet : <http://montreuil.tribunal-administratif.fr/>

20. Dérogations au CCAG - Fournitures Courantes et Services

Article du Cahier des clauses particulières	Dérogations au CCAG-FCS
Article 3 du CCP – Pièces constitutives du marché	Article 4.1 du CCAG-FCS
Article 12 du CCP – Pénalités	Article 14.1 du CCAG-FCS Article 14.1.3 du CCAG-FCS